

NICOLAS FALEMPIN

MON ÉCOLE EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE



TABLE DES MATIÈRES

• Introduction	3
• École : qui fait quoi ?	4
• Comment utiliser ce guide ?	5
• Aménager les écoles	6
◦ Rendre performants les bâtiments	7
◦ Végétaliser les cours d'école	9
◦ Faciliter l'accès à l'école	11
◦ Protéger l'air intérieur	13
◦ Transformer les équipements sportifs	14
◦ Réduire la consommation des sanitaires	15
◦ Produire de l'énergie	16
• Éduquer à l'environnement	17
◦ Proposer des animations	18
◦ Soutenir les classes vertes	19
◦ Profiter des vacances scolaires	20
◦ Habituer à la sobriété numérique	21
◦ Créer une bibliothèque de la transition	22
◦ Créer un atelier de fabrication DIY	23
• Changer les habitudes	24
◦ Réaliser le bilan carbone de l'école	25
◦ Se faire labelliser éco-école	26
◦ Fournir la quantité en produits durables	27
◦ Lutter contre le gaspillage alimentaire	28
◦ Interdire les goûters transformés	2*
◦ Privilégier les fournitures durables	30
◦ Porter un uniforme	31
◦ Rendre zéro déchet l'école	32
◦ Intensifier les usages	33
◦ Améliorer le confort des enfants	34
◦ Soutenir les pratiques sportives vertueuses	35
• Accompagner les changements de l'école	36
◦ Mettre en place une gouvernance participative	37
• Conclusion	38
• Références	39
	40

INTRODUCTION

En 1971 dans son ouvrage "Une société sans école", le penseur écologiste Ivan Illich dressait un portrait au vitriol de l'institution scolaire. Il l'accusait d'avoir échoué fondamentalement dans son objectif même, séparant l'élève de sa capacité d'apprendre et de comprendre. Bien qu'il ne s'agisse pas alors d'un manuel pédagogique comparable aux méthodes Freynet ou Montessori, il permit néanmoins de penser un peu mieux les limites du fonctionnement des établissements scolaires, leur incapacité à assurer une transmission efficace et égalitaire des savoirs nécessaires pour faire société.

Le présent ouvrage n'a pour autant pas vocation lui même à critiquer l'institution scolaire, ni à remettre en cause le contenu pédagogique. Il envisage l'école comme une institution qui, comme de nombreux autres organismes, fonctionne dans une société déconnectée des enjeux environnementaux, de sorte qu'elle ne prépare pas les élèves aux bouleversements que nous allons connaître dans les années à venir. Les crises environnementale et climatique risquent fort de provoquer des changements profonds dans l'institution scolaire, et pour l'instant, cela ne se ressent que marginalement dans son fonctionnement.

Pourtant, à l'instar d'un Victor Hugo écrivant que "Les maîtres d'écoles sont des jardiniers en intelligences humaines", l'école de 2020 doit cultiver chez les élèves le goût de la nature, l'envie de la protéger, de vivre en harmonie avec elle, mais aussi de savoir s'adapter à ses colères, de surmonter les catastrophes que l'Anthropocène a suscitées.

Pour y parvenir, nous avons besoin de créer une école plus durable, plus résiliente, plus économes en ressources. Une école capable, par son exemplarité, ses enseignements et ses habitudes, de former les citoyens qui porteront le poids de nos erreurs climatiques passées. Des citoyens qui se battront pour corriger ces erreurs. Nous avons besoin d'une école en transition écologique.

Ce guide abordera ainsi cette transformation du fonctionnement de l'école sous trois angles. D'abord celui du bâti, puis celui de l'accompagnement éducatif, enfin celui de l'éducation à l'environnement.

ÉCOLE : QUI FAIT QUOI ?

La gestion des établissements scolaires est une compétence partagée entre les différentes collectivités territoriales. Il faut donc s'adresser au bon interlocuteur pour obtenir des changements en faveur d'une école plus écologique.

Il ne nous paraît inutile de rappeler ainsi que les communes ont la compétence de gestion des écoles maternelles et élémentaires. Mais elles peuvent aussi s'occuper des crèches, des accueils de loisir sans hébergement et accueils périscolaires, ainsi que des équipements sportifs. Par ailleurs, bien que ce soit annexe, elles gèrent aussi les bibliothèques. Certaines de ces compétences peuvent être transférées aux intercommunalités. En outre, animateurs périscolaires et Atsem dépendent exclusivement des communes. Elles peuvent enfin créer une caisse des écoles pour accompagner le financement des services scolaires.

De son côté le département s'occupe des collèges, ainsi que du transport des élèves et étudiants handicapés. Notons également, bien que nous ne l'aborderons pas ici, que de par ses compétences sociales, il participe aussi au financement des établissements médico-sociaux, dont certains ont une vocation scolaire ou de formation professionnelle. De même, le département gère des bibliothèques départementales qui peuvent abonder les fonds municipaux et compenser les carences locales.

Quant à la région, elle s'occupe des lycées et des centres de formation et d'apprentissage professionnel des jeunes et des adultes en reconversion, ainsi que du transport des élèves valides suite à la loi NOTRe.

Ces collectivités assurent la construction, la reconstruction, l'entretien, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des établissements placés sous leur compétences. Elles peuvent aussi organiser la cantine scolaire et veillent au recrutement des agents techniques

C'est à l'État seul que revient la charge de définir le contenu pédagogique et la validation des cursus des élèves. Par ailleurs, à travers la création d'établissements publics financièrement autonomes, il s'est déchargé de la gestion des établissements d'enseignement supérieur.

UTILISER CE GUIDE

Ce guide, comme les autres publications de Solutions Locales, a pour objectif de fournir des explications concrètes pour la mise en oeuvre de la transition écologique sur son territoire. Grâce à des éléments factuels ou règlementaires, des sources institutionnelles, des données chiffrées, il est en mesure de transmettre une information exhaustive éclairant la décision des décideurs et des gestionnaires.

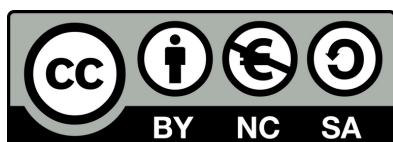
Ce document est destiné en priorité aux maires, adjoint-e-s à l'éducation, responsables de la vie scolaire et directeur-riche-s d'école. Il pourra néanmoins profiter également aux parents d'élèves, aux professeur-e-s, aux associations locales et à toute personne désireuse de s'investir dans l'adaptation de son territoire aux contingences environnementales.

Pour autant, justement parce que le but est de rester accessible, ce guide ne rentre pas dans les détails techniques. A la place, il fournit les références qui ont permis sa rédaction et pourront permettre aux techniciens de creuser le sujet.

Il existe différentes manières de s'en servir efficacement. Vous pouvez vous en servir comme support pour une discussion ou un atelier d'intelligence collective au sein d'une municipalité, d'une association. Mais vous pourriez également, en tant que citoyen, l'adresser directement à votre maire pour attirer son attention sur le sujet. C'est pour cette raison que l'article initial a été transposé sous une forme plus propice au partage et à la discussion. En outre, bien qu'il vise plutôt les équipements scolaires communaux, ce guide pourra aussi être utilisé quasi intégralement pour améliorer le fonctionnement des établissements de niveau supérieur.

La lecture complémentaire du guide Ma Commune en transition écologique pourra d'ailleurs être utile en matière de conseils méthodologiques pour élaborer une stratégie. Il vous faudra en effet poser un diagnostic, définir des objectifs et planifier les tâches pour réussir la transition écologique de votre école.

Le présent document est placé sous licence livre Creative Commons CC-BY-NC-SA. Vous pouvez donc vous en servir librement, sous réserve de citer l'auteur, de reproduire son contenu à l'identique et de ne pas s'en servir dans un but commercial.



Pour usage dans un autre document, prière de le citer de la manière suivante : Nicolas Falempin, Mon école en transition écologique, Solutions Locales, 40p, 2020.

AMÉNAGER L'ÉCOLE

Les équipements scolaires d'une commune ne sont pas des équipements comme les autres. Leur vocation première est en effet d'y accueillir des enfants, de les aider à apprendre, à s'épanouir, à devenir de véritables citoyens. C'est pourquoi nous pourrions dire que l'effort consenti en faveur des conditions matérielles d'apprentissage des enfants reflète l'importance portée à leur bon développement.

Ainsi d'après l'observatoire des finances des collectivités locales, ce sont environ 37 milliards d'euros qui sont consacrés chaque année aux écoles par les collectivités locales, le bloc communal représentant 43% du total. Sur ces 37 Mds, un peu moins d'un tiers concerne la construction, l'entretien et le fonctionnement des bâtiments.

Il s'agit donc d'une dépense majeure pour les communes, pour ne pas dire carrément leur poste de dépense principal (essentiellement constitué de la rémunération des personnels scolaires plutôt que des investissements cependant, pour lesquels la voirie domine encore).

C'est d'ailleurs pour cette raison que la santé financière et la taille des collectivités impacte directement la capacité d'une collectivité à soutenir sa politique éducative. Comme le montre le tableau ci-dessous, l'investissement peut varier de 72 à 437€ parmi l'échantillon retenu, soit de 1 à 6. Il est difficile d'en sortir des chiffres moyens, car les villes de plus de dix mille habitants y sont surreprésentées, alors qu'elles ne constituent qu'une minorité des communes françaises.

Ces investissements ne seront par ailleurs pas vains. En effet, comme de nombreux autres investissements liées à la transition écologique des communes, ils peuvent être source d'économie de fonctionnement pour la commune, ce qui permettra de dégager des marges financières supplémentaires. tout en prouvant par l'exemple les bienfaits de la démarche auprès des détracteurs et de la population.

Tableau 4 : Coût annuel en investissement de l'enseignement primaire public pour les communes, sur la période 2014-2018

Type de communes	Nb de communes	Moyenne/an du nb d'élèves sur période	Total des DRI* sur période	Moyenne des DRI/élève	1er quartile des DRI/élève	Médiane des DRI/élève	3ème quartile des DRI/élève
Moins de 10 000 hab	1 850	845 008	1 287 M€	305 €	72 €	142 €	297 €
Plus de 10 000 hab	955	2 554 468	5 112 M€	400 €	141 €	242 €	437 €
Total	2 805	3 399 477	6 398 M€	376 €	88 €	176 €	355 €

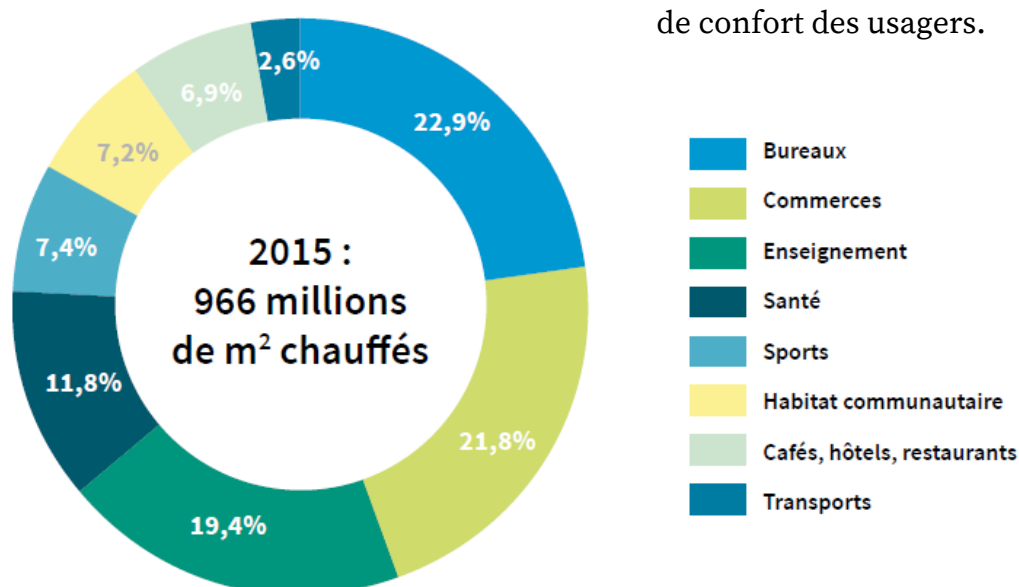
RENDRE PERFORMANTS LES BÂTIMENTS

La convention citoyenne pour le climat a rappelé la nécessité d'une rénovation énergétique performante pour diminuer nos émissions de GES. Les écoles représentent 20% des surfaces chauffées des bâtiments tertiaires. Le chauffage représente 47% de la consommation électrique du tertiaire, 55% avec la climatisation. Ces problèmes d'isolation, outre l'inconfort qu'ils génèrent chez les usagers des écoles, sont aussi un fardeau financier et environnemental pour les collectivités.

L'observatoire des finances publiques estime ainsi le coût médian du chauffage et de l'électricité à environ 90€ par élève par an. C'est le poste le plus important après celui du personnel.

Ce besoin de rénovation va devenir de plus en plus pressant. L'augmentation des chaleurs moyenne ne va pas aller en s'arrangeant. Certes les hivers deviennent moins rudes, mais restent exposés à des pics de froid. C'est d'autant plus important que, comme nous l'évoquerons plus tard, les écoles pourraient être mutualisées avec d'autres usages. Leur rénovation facilitera ainsi leur polyvalence. En la matière, l'isolation par l'extérieur et par les toits est un moyen rapide et efficace d'améliorer les performances du bâti.

Le modèle standard des écoles standardisées, modulaires en béton brut (voire en préfabriqué) et grandes baies vitrées est à bout de souffle. Ce modèle n'est pas adapté aux fortes chaleurs et est susceptible d'aggraver même ces pics de chaleur. De ce fait, il pose aussi des questions de santé publique, de consommation énergétique et de confort des usagers.





L'Ademe vient de publier début 2020 un rapport qui fait le point sur ce que les collectivités peuvent justement mettre en oeuvre pour améliorer la performance de leurs équipements. Les écoles s'y taillent une belle part et donnent des idées pour rénover ces bâtiments.

Leur premier conseil est de signer un contrat de performance énergétique avec le prestataire en charge de la rénovation, de manière à ce que vous soyez garanti d'obtenir des résultats à la hauteur de vos besoins. Ce qui est cohérent avec le principe de bon usage de l'argent public.

Leur second conseil est de privilégier la rénovation globale de chaque bâtiment.

En effet, quoique moins coûteuse en apparence, une rénovation partielle sera au final peu efficace en terme de gain énergétique, en entretien et en confort, tout en entraînant bien souvent une seconde étape de travaux qui revient plus cher par rapport à une rénovation globale.

Le choix d'une rénovation partielle peut venir d'un mauvais audit du bâtiments, d'un manque de retour sur les besoins des usagers, d'une absence de prospective sur l'entretien futur du bâtiment, sur sa gestion patrimoniale.

Pourtant de nombreux paramètres sont à prendre en compte, notamment aussi au niveau des détails de la rénovation

- L'équipement de chauffage et de rafraîchissement, idéalement une pompe à chaleur double flux, qui doit être pensé en fonction du gain thermique espéré.
- La ventilation du bâtiment, surtout si les fenêtres ne sont pas censées s'ouvrir.
- Le choix de l'éclairage, qui peut être aussi naturel quitte à faire un compromis sur la température intérieure, mais aussi devoir être compensé par un brise soleil.
- La perte de superficie résultant d'une isolation des murs par l'intérieur ou l'extérieur, les deux options n'ayant pas les mêmes avantages et inconvénients.
- La nature du sol, qui doit supporter un usage intensif par des enfants peu soigneux et des activités multiples.
- La végétalisation du toit et des façades
- L'épaisseur du vitrage

VÉGÉTALISER LES COURS D'ÉCOLE



La rénovation énergétique des écoles va de pair avec le réaménagement des cours d'école. Ces cours, outre leur impact environnemental résultant de la minéralisation et de la réflexion de la chaleur, sont un enjeu de partage de l'espace selon le genre. En effet, les travaux pionniers de la géographe Edith Maruéjols souligne le partage inégal de la cour de récréation entre filles et garçons. La cour est centrée autour des sports collectifs masculins, les activités féminines étant repoussées à la marge. C'est un début de conditionnement entre des activités compétitives et valorisantes, dites viriles, et d'autres plus coopératives et discrètes, qui ne le seraient pas.

Cette question est primordiale, l'oppression patriarcale étant un risque clairement identifié de la transition écologique.

L'intérêt de transformer la cour d'école est donc non seulement d'améliorer l'égalité entre les sexes, mais aussi d'en faire des oasis de verdure. En effet, des écoles donnant de la place à la nature seront plus efficaces pour réguler la température que des écoles entièrement bétonnées. La préservation des espaces naturels est un moyen efficace et financièrement raisonnable de lutter contre le changement climatique. Il s'agit de créer une école en transition dans son esprit et dans sa forme.

Le Cerema est ainsi en train de rédiger une méthodologie de conception de telles cours végétalisées. Il recommande entre autres d'installer un revêtement poreux, un coin de verdure consacré à un potager ainsi qu'un ombrage végétal. Des arbres plantés dans un sol de pleine terre auront de ce fait un pouvoir rafraichissant fort pour l'école, et protégeront mieux les élèves contre la pollution environnante (voiture, industrie, pesticide, etc.) Naturellement, il faut une gestion différenciée des espaces verts et privilégier les essences locales et/ou vivaces.

Par ailleurs, ces espaces végétalisés s'inscriront parfaitement dans le cadre de projets pédagogiques, notamment en vue d'impliquer toute la population dans une stratégie de résilience alimentaire.

La question de la végétalisation est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans les programmes de préservation de la biodiversité en ville. Il s'agit notamment de l'outil des trames vertes, bleues, marrons et noires.

- Les trames vertes sont constituées par les zones herbeuses et arborées. Une gestion différenciée sera alors à privilégier pour attirer champignons, insectes, oiseaux et petits mammifères.
- Les trames bleues représentent les cours et plan d'eau, dont la bonne santé et la libre circulation sont essentielles pour la faune et la flore, ainsi que pour l'évacuation des pluies.
- Les trames marrons désignent la continuité des sols non couverts, qui abriteront donc plus d'insectes et de bactéries, absorberont plus d'eau de pluie et de CO₂.
- Les trames noires correspondent aux cheminements bénéficiant d'une certaine obscurité, aménagés pour les espèces nocturnes.

L'enjeu est moins pour l'établissement en lui-même que pour la politique urbanistique de la commune, qui pourra profiter de l'opportunité de ce réaménagement pour accroître la présence d'espaces naturels dans un centre ville parfois très bétonné.

En outre, la cour d'école peut devenir par sa végétalisation un lieu d'enseignement, de découverte de la nature. Par exemple, le bureau d'étude Défi Écologique a conçu un banc refuge qui permet évidemment de s'y asseoir, mais aussi est conçu comme un hôtel à insecte accompagné d'une notice pour que les enfants puissent découvrir les espèces qui vont y nicher. Cela peut aussi fonctionner si un couvert arboré suffisant attire les oiseaux dans votre école, etc.

De la sorte, les enfants pourront se reconnecter à leur environnement depuis l'enceinte de leur établissement, ce qui préfigurera les sessions de classe dehors que la collectivité pourra proposer, en particulier dans le cadre d'une classe verte.



FACILITER L'ACCÈS À L'ÉCOLE

Réfléchir à la mobilité des élèves est une nécessité. Ces déplacements, qui relèvent du scope 3 du bilan carbone des établissements, pèsent un poids considérable s'ils donnent lieu à déplacement individuel dans des véhicules thermiques. C'est par ailleurs une question de sécurisation du trajet vers l'école.

Si le trajet en lui-même pose problème, le moment de la dépose présente aussi d'autres enjeux. D'une part trop d'enfants sont conduits en voiture sur des distances très faibles, ce qui suscite des émissions carbonees inconsiderées. Ainsi, 7 enfants sur 10 seraient amenés à l'école en voiture, alors qu'ils habitent à moins de 1500m de leur établissement. D'autre part, les parents encombrent les trottoirs, se garent sur les pistes cyclables et passages piétons et ralentissent la circulation en mettant en danger les autres usagers de la route.

Certaines mairies ont choisi de lutter contre les automobiles devant les écoles. Par exemple, à Haguenau, les rues où se situent les écoles sont interdites à la circulation aux heures d'entrée et de sortie. Grâce à une borne rétractable, les voitures ne peuvent plus du tout passer. Il n'y a même pas besoin de la police municipale pour faire respecter l'interdiction. Néanmoins, ce n'est pas possible partout et des reports peuvent se constater aux abords de la rue.

Cette solution a l'avantage de sécuriser le cheminement des enfants aussi bien à pied qu'à vélo sur des tronçons qui peuvent devenir de véritables foires d'empoignes à l'entrée et à la sortie des élèves. Mais elle n'est pas applicable pour les écoles situées sur des axes majeurs, et ne fait que reporter la circulation sur d'autres rues sans forcer le changement de comportement.

Une meilleure solution, pour les écoles urbaines, serait de promouvoir l'usage du vélo par les enfants. Ils pourraient ainsi se perfectionner à la pratique du vélo en ville, ainsi qu'à son entretien. La Loi d'Orientation des Mobilités de 2019 prévoit d'ailleurs cet enseignement à tous les CM2. En outre, en installant un abri vélo sécurisé à l'entrée de l'école, en facilitant l'entretien des cycles, et en aménageant la voirie pour le vélo, la commune peut influencer considérablement là-dessus.



La solution du vélo n'est évidemment pas une panacée. Sur les longues distances, pour les enfants trop jeunes ou handicapés, par mauvais temps, il faut des alternatives. La mairie ne peut pas imposer le ramassage scolaire en bus, seulement le proposer. Mais créer des lignes régulières, pratiques et sécurisées est un bon moyen de réduire déjà les trajets scolaires en voiture.

En la matière, il faudra coopérer avec la région et l'intercommunalité, la première s'occupant du transport scolaire quand la seconde peut être à l'origine du marché public avec la société gérant les transports en commun, et créant les pistes cyclables. Ce peut être l'occasion de demander l'acquisition de véhicules plus propres, de proposer des expérimentations sur le covoiturage à la demande. Les écoles pourraient gagner à un réaliser, comme les entreprises, un plan de déplacement.

Grâce à cet outil, les trajets quotidiens pourraient être définis plus précisément, et des synergies entre usagers dégagées pour proposer des solutions plus efficaces. Et ce d'autant que dans un écosystème orienté vers les mobilités durables, ce qui semblait compliqué naguère sera simplifié par les alternatives et innovation en mobilité.

Il s'agit avant tout de rendre la solution automobile moins pratique tout en proposant des alternatives crédibles, et de les valoriser pour leurs bénéfices environnementaux et sanitaires.

Et si l'usage de la voiture perdure, ce qui peut être légitime selon les équipements et les distances, construire un parking souterrain ou à étage serait un bon moyen de gagner de l'espace au profit du stationnement des résidents en dehors des horaires de cours.



PROTÉGER L'AIR INTÉRIEUR

La qualité de l'air intérieur est un angle mort longtemps ignoré des politiques sanitaires. Heureusement, son contrôle est devenu obligatoire dans les écoles depuis 2018. Cette obligation s'appuie sur des organismes agréés ainsi qu'un guide des bonnes pratiques.

C'est une question d'autant plus critique qu'elle va de pair avec celle de la rénovation énergétique. La meilleure isolation des bâtiments conduit ainsi à une moindre circulation de l'air. Le choix des matériaux et des peintures influe aussi sur la qualité.

Les écoles rénovées doivent ainsi prévoir des dispositifs mécaniques, comme des VMC, de circulation de l'air, sans pour autant diminuer la performance énergétique. Le mobilier a aussi un effet considérable. En fonction du fabricant, les plastiques et bois seront plus ou moins émetteurs de polluants et de particules. Exiger La labellisation environnementale est en la matière non seulement signe de la protection des gisements, mais aussi du moindre usage de produits dangereux.

Cela peut aussi passer par le choix et la qualité des fournitures. Selon le modèle de feutre, colle ou de peinture utilisé, vous n'aurez pas la même pollution de l'air. Un point qui renforce l'argument en faveur d'une distribution par la commune des fournitures scolaires, de manière à garantir le respect des normes sanitaires.

Quelles sont les valeurs de référence pour l'interprétation des résultats ?

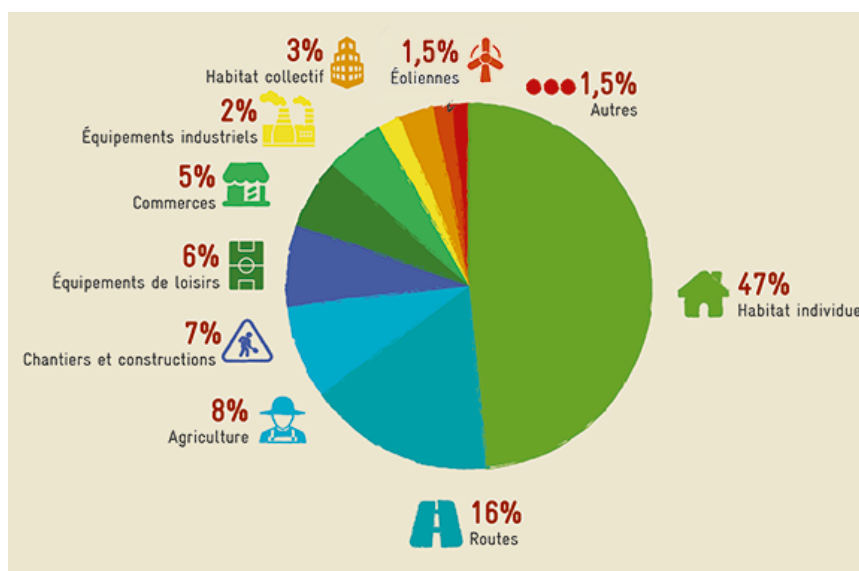
Substances	Valeur-guide pour l'air intérieur		Valeur-limite
Formaldéhyde	30 µg/m³ pour une exposition de longue durée à compter du 1 ^{er} janvier 2015	10 µg/m³ pour une exposition de longue durée à compter du 1 ^{er} janvier 2023	100 µg/m ³
Benzène	5 µg/m³ pour une exposition de longue durée à compter du 1 ^{er} janvier 2013	2 µg/m³ pour une exposition de longue durée à compter du 1 ^{er} janvier 2016	10 µg/m ³
Dioxyde de carbone			Indice de confinement de niveau 5*
Tétrachloro-éthylène			1250 µg/m ³

Le personnel technique des écoles s'avérera par ailleurs décisif dans l'amélioration de la qualité de l'air. En matière d'entretien des locaux, il faut ainsi changer les habitudes et utiliser des produits plus respectueux de l'environnement. L'Ademe met à disposition également des fiches techniques pouvant expliquer les démarches à adopter.

Sur ce sujet, la convergence avec les impératifs de la préservation de l'environnement sont évidents. La plupart des matières recommandées pour éviter la pollution de l'air sont naturelles ou répondent à des certifications adaptées à la transition écologique.

Pour vous améliorer là dessus, la direction générale de la Santé, l'INPES et l'Institut de Veille Sanitaire ont chacun publié des guides opérationnels permettant d'aborder différents points de la lutte pour une meilleure qualité de l'air intérieur.

TRANSFORMER LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS



Le sujet du sport est épineux. S'il apparaît de plus en plus clairement que le sport de haut niveau est un non-sens écologique, cette prise de conscience locale tarde à venir. Les équipements sportifs sont des gros consommateurs d'espace et de ressources naturelles. Les stades et les salles artificialisent 6% des terres à eux seuls, quand les piscines et patinoires gaspillent massivement énergie et eau.

Les gros volumes des gymnases sont de véritables plaies en matière de performance énergétique. La rénovation ne sera pas un luxe pour eux, d'autant que de nombreux gymnases sont vétustes et n'ont pas été conçus pour durer dans le temps.

Les terrains extérieurs posent un problème d'artificialisation, car même non couverts, ils empêchent tout retour réel d'une biodiversité aux environs.

Ainsi, les terrains de foot pourraient ainsi profiter d'une végétalisation accrue de leurs abords pour compenser ce désagrément, tout en renonçant à une gestion phytosanitaire désastreuse. Par ailleurs, les terrains en eux-mêmes pourraient voir leur résistance au piétinement amélioré par un meilleur choix de semence de gazon (fétuque, ray grass anglais) ainsi que par une tonte en mulching, qui garantira

un meilleur enracinement et une résistance accrue au stress hydrique. Les terrains synthétiques sont un autre problème préoccupant, qui peut être résolu grâce aux nouveaux terrains hybrides, plus chers (25%), mais plus performants et écologiques.

Il peut s'agir aussi de réfléchir à un moratoire sur certaines pratiques. Par exemples celles qui reposent sur des véhicules motorisés ne vont pas dans la bonne direction.

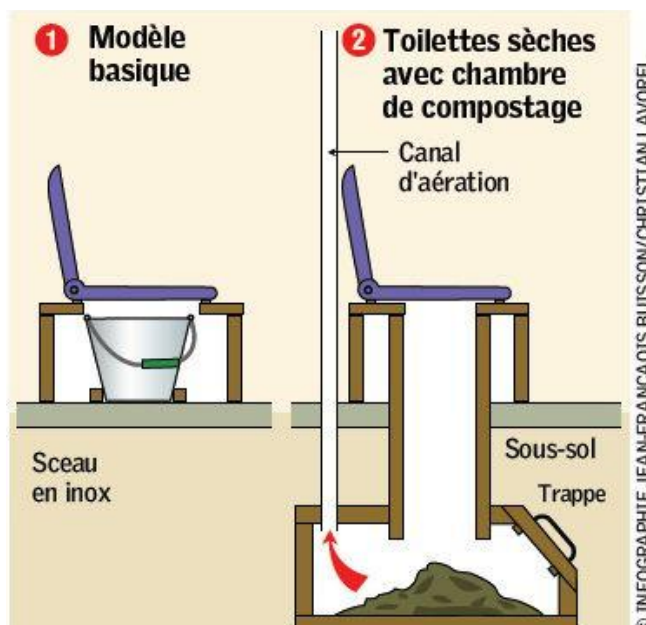
Des changements peuvent aussi avoir lieu dans l'équipement des salles ds sports. Au niveau du matériel, la piste des recycleries sportive peut être envisagée. Les fédérations et clubs renouvellent en effet fréquemment leur matériel, ce peut être l'occasion d'équiper votre école à moindre coût avec du matériel de qualité mais un peu usé.

RÉDUIRE LA CONSOMMATION DES SANITAIRES

Cette partie peut sembler anecdotique et pourtant s'inscrit dans le cadre d'un processus de réflexion des pratiques. Les sanitaires scolaires posent ainsi question au niveau de la gestion de l'eau et des déchets.

Les sanitaires scolaires, surtout les plus anciens, sont ainsi sans mitigeurs. L'eau coule sans qu'il soit possible de l'arrêter. Ce choix est aussi d'ordre hygiénique, puisqu'il limite le contact avec les robinets. Néanmoins, l'eau représente une charge annuelle pour les communes d'environ 17€ par élève. L'installation d'un mousseur, un petit dispositif de quelques euros pièce, permet ainsi de réduire le débit de quasiment 50%. C'est une source d'économie facile. Des animations peuvent d'ailleurs être prévues pour sensibiliser les élèves à cette question, y compris à la maison.

Mais le véritable changement doit venir des toilettes. Il ne s'agit pas de se contenter de mettre des briques dans la chasse d'eau ou de prévoir deux boutons selon les besoin mais de carrément mettre en place des toilettes sèches à l'école. Ainsi il y a beaucoup de préjugés sur ce dispositif. Grâce à des cuves de lombricompostage installées en sous-sol, les WC ne sont pas sales, ne dégagent pas d'odeur et ne mettent pas élèves en contact avec les lombrics. Vous pourriez même essayer de séparer l'urine des matière fécales pour plus d'efficacité.



La collecte du compost des toilettes sèches revient ainsi beaucoup moins cher, puisqu'il faut seulement entretenir une fois par an la cuve, sans forcément avoir à la vider. Le cas échéant, le compost ainsi obtenu sera idéal pour pailler les massifs floraux et espaces verts de la commune. De même, si l'urine est séparée, elle pourrait servir pour les projets de résilience alimentaire du territoire.

L'équipement est certes plus coûteux (encore qu'il y ait moins de canalisations à installer mais mobilise peu de fonctionnement.

Cette question pourrait par ailleurs s'appliquer de manière tout à fait pertinente aux équipements sportifs, en particulier les douches et sanitaires, qu'ils soient dédiés à la pratique scolaire exclusivement ou non. Des douches en circuit fermé pourraient ainsi réduire la facture d'eau et de chauffage.

PRODUIRE DE L'ÉNERGIE



Il peut d'ailleurs s'agir aussi d'une production avec des panneaux solaires thermiques, grâce auxquels l'école pourra chauffer l'eau des radiateurs (le cas échéant) et de l'eau courante. Mais d'autres solutions existent aussi comme la géothermie, qui, si la localisation de votre école le permet, peut être un bon moyen de produire une énergie abondante à bas coût. C'est une technique souvent utilisée, sous la forme d'un puits canadien, pour les bâtiments passifs par exemple.

Ainsi que nous l'avons vu en introduction de cette partie, les écoles sont des équipements très énergivores, notamment pour le chauffage des locaux, mais aussi pour le reste des équipements électriques comme l'éclairage, l'informatique, la cantine, etc.

Or, dans une perspective de résilience du territoire, la diminution de la dépendance énergétique passe non seulement par la baisse des besoins mais aussi par l'autoproduction d'énergie.

Et ça tombe bien, car les écoles ont un atout considérable pour la production d'énergie photovoltaïque : leurs toits. En effet, plus les toits sont grands, plus les installations sont rentables grâce aux économies d'échelles réalisées lors de la mise en place des panneaux et la mutualisation du matériel de suivi de la production. Le coût peut quasiment être réduit de moitié par rapport à une production domestique.

Grâce à ces atouts, l'école représente une bonne opportunité si la commune souhaite s'engager dans la création d'une coopérative de production d'énergie. Le coût modéré de l'installation promet une rentabilité rapide qui pourra convaincre de nombreux habitants de cofinancer cette initiative. De la sorte, vous aurez un bon moyen d'enclencher la transition énergétique sur votre territoire en créant une coopérative de la transition, grâce à laquelle vous pourrez rallier ensuite d'autres bâtiments plus modestes, rassurés par la certitude des profits des panneaux scolaires.

Et si la production d'énergie n'est pas possible dans votre établissement, vous pourriez peut être envisager alors de vous fournir auprès d'une société plus respectueuse de l'environnement. Enercoop est la plus connue, car constituée en coopérative, elle réinvestit ses bénéfices dans le soutien à la création de centrales citoyennes d'énergie renouvelable.

Deuxième partie



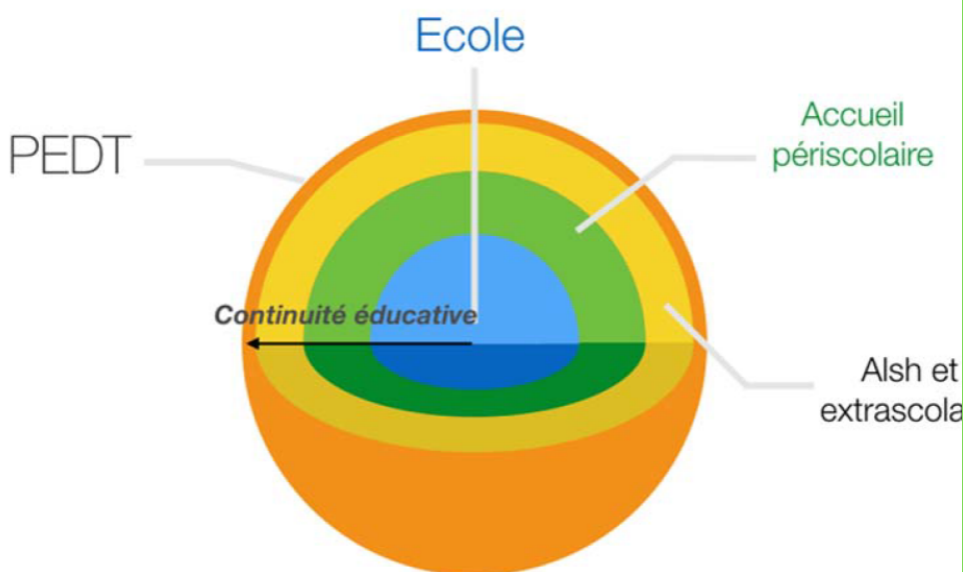
SOLUTIONS LOCALES

ÉDQUER À L'ENVIRONNEMENT

Depuis quelques années, une démarche de contractualisation s'est instaurée entre communes, services de l'état, associations, parents et partenaires institutionnels. A travers le projet éducatif de territoire, les communes ont pu réaffirmer qu'elles ont un rôle à jouer dans l'éducation des enfants au-delà de la seule gestion des agents et équipements scolaires.

Si, initialement, il s'agit plus de coordonner les activités périscolaires et extrascolaires – gérées par la commune – ce projet peut aller plus loin. En effet, justement grâce aux activités péri- et extrascolaires, la commune peut proposer des activités qui feraient sens si elles étaient reprises dans le cadre pédagogique.

Vous pourriez par exemple imaginer différents ateliers permettant d'initier les enfants à la résilience. En la matière, les sujets ne manquent pas. Si votre commune gère un potager municipal, notamment pour alimenter la cantine scolaire, les enfants pourraient participer à son entretien pour découvrir le jardinage. Ce sera également l'occasion de découvrir le compostage pour le développer à la maison. Les activités de réparation, comme la couture ou l'électronique, pourraient convenir aussi.



En affichant ainsi ses ambitions environnementales, la commune permet aux autres acteurs de s'aligner et de s'harmoniser. Les cours de science pourraient devenir complémentaires de ce qui est ainsi appris dans les potagers.

En fait, le Projet Éducatif de Territoire est un outil formidable pour donner de la cohérence à la politique scolaire municipale, puisqu'elle peut relier ses initiatives de transition écologique avec les projets menés par les écoles. Elle peut ainsi mener un véritable programme d'éducation à l'environnement qui dépasse le simple cadre d'une meilleure gestion du bâti ou d'aménagements matériels qui pourraient ne pas fonctionner, faute de l'accompagnement qui peut justement être mis en oeuvre grâce à cette contractualisation entre les différents acteurs de la jeunesse.

PROPOSER DES ANIMATIONS

Il est devenu courant de voir des animateurs intervenir dans les classes grâce au soutien des collectivités locales. Par exemple, les intercommunalités peuvent proposer des animations liées à la gestion des déchets dans le cadre de leur compétence environnementale. Cela pourrait s'élargir à la gestion de l'eau, puisque la plupart en ont la compétence désormais, mais aussi aux enjeux de l'occupation des sols.

Pour autant, là encore, cela dépend de la bonne volonté des professeurs. Ils ne sont pas obligés d'accepter les animations que vous leur proposez. D'expérience, ce sont plutôt des choses assez demandées, mais la commune ne peut rien imposer. Si un professeur ne croit pas en la nécessité d'une transition écologique, vous ne pourrez pas le contraindre à l'inclure dans ses cours, quand bien même toute l'école se transforme autour et que les enfants participent à des activités péri- et extrascolaires dédiées.

Comme expliqué plus loin dans le cadre d'un accompagnement global, il y a de bonnes animations à proposer pour motiver enseignants et élèves en même temps. L'association avenir climatique propose ainsi des animations conçues comme des séquences pédagogiques, disponibles également sans animateurs. De la sorte, les enjeux climatiques sont expliqués aux enfants comme dans un cours.

Mais de manière générale, les CPIE et assimilés seront les interlocuteurs privilégiés pour intervenir en classe au sujet de l'environnement et de la découverte de la nature.

Enfin, même sans faire appel à un prestataire extérieur, pensez au personnel scolaire. Les ATSEM par exemple pourraient être formé-e-s à des animations sur la protection de l'environnement. Ce sera valorisant pour eux, leur mission seront diversifiées et ces agents sont déjà au contact des enfants. Les agents d'entretien ou de restauration pourraient accompagner les enfants dans la gestion du composteur de la cantine. De même, peut être que d'autres agents de la commune pourraient être pertinents, le service technique peut transmettre des bonnes habitudes sur l'électricité par exemple...



SOUTENIR LES CLASSES VERTES

La classe verte est un moyen de sensibiliser concrètement les enfants aux enjeux environnementaux. Permettant à une classe de découvrir la nature par un séjour à la campagne, elle offre une expérience empirique qui peut manquer aux enfants citadins. Évidemment, pour les ruraux, cela peut se décliner aussi en classe de mer ou de montagne, il y a là aussi des choses à dire le cas échéant. Dans tous les cas, privilégiez les transports en commun à l'impact le plus faible.

Dans votre démarche pour une école verte, ce séjour montre aux enfants ce pour quoi ils s'engagent vraiment. Voir des films, faire des jeux, écouter des animations, c'est très bien. Se balader dans une forêt, pister ses habitants, visiter une ferme, comprendre la vie des sols de visu, ce sont des apprentissages bien plus marquants. La classe verte, d'une certaine manière, participe à la pédagogie active dont les bienfaits sont reconnus.

Cela pourra d'ailleurs être le cœur du projet éducatif dont nous parlions plus haut, ou d'une démarche de transition de votre école. C'est à ce moment là que les enfants pourraient réaliser des projets personnels. Les possibilités pédagogiques de ce genre de séjour ne manquent pas.

Et si la classe verte n'est techniquement pas possible pour votre école à cause du budget, vous pourriez alors envisager une formule plus légère : la classe dehors.

Cette méthode repose sur la déambulation ciblée dans la nature en vue de découvrir un élément naturel, et permet de développer les capacités motrices de l'enfant. Il ne se contente plus d'apprendre, il touche, voit, manipule tout en faisant cours. L'aspect didactique y est plus prononcé que durant les classes vertes, puisqu'il n'y a pas séjour, mais seulement un déplacement.

Pourtant, la classe verte représente quand même un enjeu financier important. S'il est possible d'en faire porter une partie du coût par les parents, la commune devra néanmoins prendre sa part. Or, dans un souci d'égalité sociale, la caisse des écoles devra être mise à contribution pour permettre à tous d'y accéder. Dans les communes plus grandes, il devient donc plus compliqué de généraliser un tel modèle à toutes les écoles. Éventuellement, il arrive que des conseils départementaux les soutiennent dans le cadre de leur programme d'éducation à l'environnement.

PROFITER DES VACANCES SCOLAIRES

Les vacances sont une occasion idéale pour proposer aux élèves d'aller plus loin dans leur réflexion environnementale. C'est d'autant plus facile que cette fois, c'est la commune qui décide du contenu des activités. Sur la durée d'une semaine, les enfants peuvent ainsi participer à des ateliers plus longs pour approfondir ce qu'ils voient en classe et bâtir un véritable projet du début à la fin.

Par exemple, des associations jeunesse organisent des ateliers de simulation climatique. (le réseau des petits débrouillards par exemple). C'est l'occasion de découvrir la complexité des sommets climat, de comprendre les points d'achoppement entre pays. Faut-il répartir le budget carbone selon la population, la richesse ou les émissions passées ? Qui doit payer les efforts de lutte ? Des questions difficiles qui sont au coeur de la compréhension d'une conscience écocitoyenne.

Ce peut être aussi une opportunité pour leur enseigner des compétences nécessaires pour la résilience collective et individuelle. Des compétences aujourd'hui négligées mais qui pourraient revenir en grâce : couture et tissage, jardinage, conservation des aliments, poterie, mécanique, etc.

Mais pour avoir une vision plus pragmatique, ils peuvent aussi participer à la transition de la commune. Ces vacances peuvent être consacrées à découvrir le fonctionnement de leur commune, les services municipaux, les besoins de la population, pour réfléchir à la manière d'améliorer les choses. Ce serait comme un conseil municipal des jeunes dédié à l'environnement. Et justement, la convention citoyenne pour le climat est un autre format qui se déclinerait bien chez les jeunes. Sur quelques jours, ils pourraient découvrir les grands enjeux et reproduire la version pour adultes, décider des changements à adopter dans la commune.

Car si les enfants sont valorisés dans leur implication en faveur d'une commune plus responsable, et qu'ils s'emparent du sujet, ils pourraient bien bousculer le rapport de force. Si les enfants font les efforts, les adultes seront bien forcés de les imiter, de donner l'exemple eux aussi !

Ces ateliers sont autant d'occasion pour les enfants d'approfondir le travail fait en classe, mais aussi de développer de nouvelles compétences : rhétorique, esprit de synthèse, solidarité, intelligence collective, prospective, travail d'équipe. Des atouts indéniables pour les élèves d'une école en pleine transition écologique.

ÉDUIQUER À LA SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE

Au sein des activités périscolaires, ou même dans les activités scolaires, votre commune pourrait proposer des activités sur le numérique. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, le numérique représente une part prépondérante de la vie quotidienne. Il faut donc accompagner les élèves pour les aider à avoir un impact réduit en la matière.

Le poncif de la suppression systématique des mails est ainsi largement répété comme éco-geste numérique numéro 1. Il y a pourtant plus efficace, mais moins confortable. L'usage d'un smartphone avec les données mobiles est un problème bien plus important. Le streaming représente aussi une source considérable d'émission carbone. D'après the shift project, regarder 1h de streaming chaque jour (youtube, netflix ou autre) revient à émettre 50kg de co2 par an. Ce sont à chaque fois des petites sommes qui s'accumulent jusqu'à représenter un impact quasi équivalent à un régime alimentaire carné.

L'achat fréquent de matériel neuf est un cas assez grave. En France, les téléphones sont renouvelés en moyenne tous les 2 ans. Dans 88% des cas, ils fonctionnent encore. Faire prendre conscience de ces impacts et inculquer des bons gestes pourrait relever d'une démarche pédagogique. Les enfants n'ont pas conscience de l'infrastructure matérielle derrière le numérique. Tous les datacenters, les câbles, les usines d'assemblage, les mines d'extraction de terres rares sont rarement exposés. Ce sera l'occasion de rappeler ce genre d'évidences.

D'ailleurs, pour équiper une salle informatique, les collectivités pourraient donner l'exemple en faisant appel à des ordinateurs d'occasion. Après un passage vers linux, la plupart des ordinateurs, même âgés, et pour peu qu'ils n'aient pas de problème grave, peuvent encore fonctionner des années et offrir des fonctions bureautique et média suffisantes pour l'enseignement.

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU NUMÉRIQUE

QUELQUES CHIFFRES



L'ENVOI D'UN MAIL de 1Mo  ÉQUIVAUT À L'UTILISATION D'UNE AMPOULE DE **60 WATTS PENDANT 25 MINUTES** (Source: RTE)

 **LE VISIONNAGE DE VIDÉOS EN LIGNE** a généré en 2016 autant de gaz à effet de serre que l'Espagne **SOIT 1 % DES ÉMISSIONS MONDIALES** (Source: The Shift Project)

 **LE SECTEUR NUMÉRIQUE C'EST 10 % DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE** dont 3 % pour les data centers (Source: ADEME)

 **SI INTERNET ÉTAIT UN PAYS, IL SERAIT LE 3^e PAYS CONSOMMANT LE PLUS D'ÉLECTRICITÉ** après le Chine et les USA (Source: IFF)

 **25**

ENVOYER 20 MAILS PAR JOUR PENDANT 1 AN produit des émissions de CO₂ équivalentes à plus de 1 000 km parcourus en voiture (Source: ADEME)

CRÉER UNE BIBLIOTHÈQUE DE LA TRANSITION



La démarche pourrait même être poussée plus loin via la réalisation de supports documentaires, type journaux ou vidéos, par les enfants eux-même. Ainsi, ils pourraient retranscrire ce qu'ils ont appris, ce qu'ils ont accompli dans le cadre de leur projet annuel, et le transmettre aux classes d'après.

La conscience des enfants évolue à travers l'enseignement des professeurs, mais aussi à travers ce qu'ils lisent et regardent par eux même. Ainsi, vous pourriez créer un fonds documentaire sur la transition écologique à destination des enfants.

De nombreux éditeurs jeunesse se sont lancés sur le marché et proposent des contenus adaptés aux enfants, qui simplifient la question du changement climatique, de ses causes, conséquences et réactions nécessaires. Ce matériel, qu'il s'agisse de livres, de films ou d'autres médias, sera ainsi utile pour les travaux scolaires qui pourront être entrepris sur le sujet.

Cet aspect est d'autant plus important qu'ils en entendent de plus en plus parler dans les discussions et dans les médias. L'approche par les livres et la fiction peut ainsi servir de porte d'entrée pour les animations proposées précédemment. En s'identifiant à des héros de leur âge, les enfants découvrent le sujet autrement, se posent des questions et en discutent en classe avec leurs professeurs.

Il est même possible d'imaginer que ce fonds soit constitué de documents pour les adultes, de rapports techniques, de guides spécialisés sur lesquels les enfants pourraient travailler en classe pour se les approprier, les synthétiser et imaginer une manière de transmettre ce qu'ils ont appris autres enfants, sous la forme là encore d'un exposé, d'une vidéo, d'une démonstration, etc. Ce travail de vulgarisation vers les enfants est encore à inventer !

Et en rapportant les documents à la maison, ce sera une bonne occasion pour ouvrir le débat avec le reste de la famille sur les divers enjeux de la transition écologique. Ainsi, à travers ce que les enfants découvriront dans les médias de ce fonds, ils pourront se faire l'écho de la politique mise en oeuvre en matière de résilience locale par votre commune et apporter une expertise auprès des membres de leur famille, les aider à comprendre ce qui se passe.

CRÉER UN ATELIER DE FABRICATION DIY

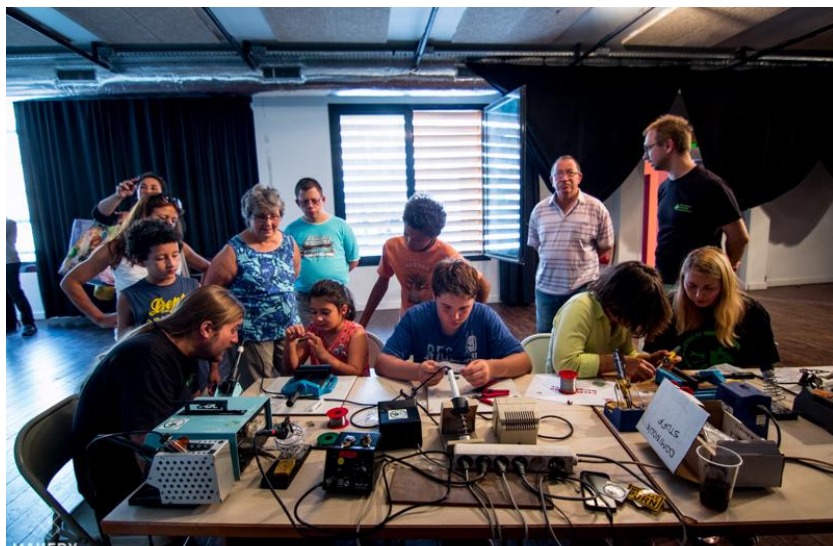
Le futur sera certainement plus facile pour ceux qui peuvent se débrouiller seuls, ont des compétences en réparation, entretien et fabrication de produits. En effet, la pénurie énergétique pourrait casser les chaînes logistiques et ainsi créer des pénuries de biens de consommations courants.

Pour y remédier, il faudra apprendre à faire soi-même. Votre école pourrait être le lieu idéal pour implanter un FabLab, où les enfants pourront découvrir des techniques, expérimenter des idées, acquérir de réelles compétences manuelles.

Cela pourra alors donner lieu à des ateliers qui pourraient aussi bien se tenir pendant les cours, qu'en tant qu'activité péri ou extrascolaire : construire une éolienne, un bac à compost, concevoir un programme informatique, fabriquer ses vêtements, réparer des objets de la vie courante. Il y a de multiples applications qui peuvent être à la fois pédagogiques et utiles à tous.

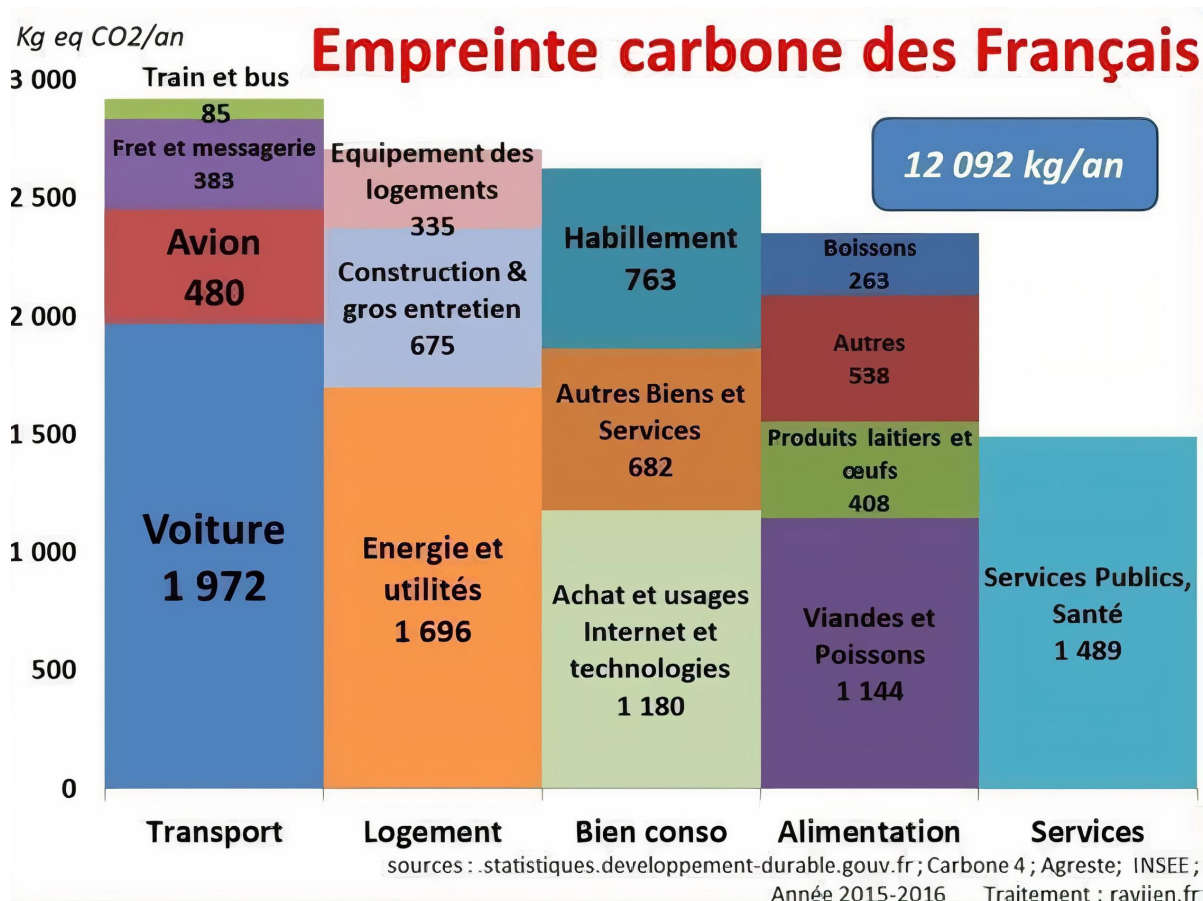
Pour commencer, il n'est pas forcément besoin de mettre en place un FabLab complet qui pourrait revenir assez cher. Vous pouvez commencer avec une machine à coudre et une imprimante 3D, voire quelques kits arduino et raspberry, de quoi aborder déjà des domaines bien distincts et requérant tout autant de précision et d'habileté que de réflexion préalable. Vous pourriez même l'associer à une ressourcerie ou une trucothèque pour amplifier sa portée et diminuer les frais.

Or l'école française, dans son organisation actuelle, ne permet pas vraiment aux enfants d'approcher de machines de fabrication hormis quelques ateliers en cours de technologie, souvent limités par l'absence de moyens des établissements. Le corollaire de cette lacune, c'est que ce sont les enfants avec des mauvais résultats intellectuels qui sont envoyés vers les filières manuelles, sans pouvoir juger de leur aisance manuelle au préalable, et en dépit des besoins intellectuels de ces domaines.



De ce fait, un tel atelier pourra remplir le double objectif d'améliorer l'orientation scolaire des enfants (et donc leur épanouissement professionnel) tout en leur donnant les bases techniques fondamentales pour remplir un rôle productif dans une commune en transition écologique, dans laquelle les savoirs manuels seront peut être plus précieux que les compétences cognitives.

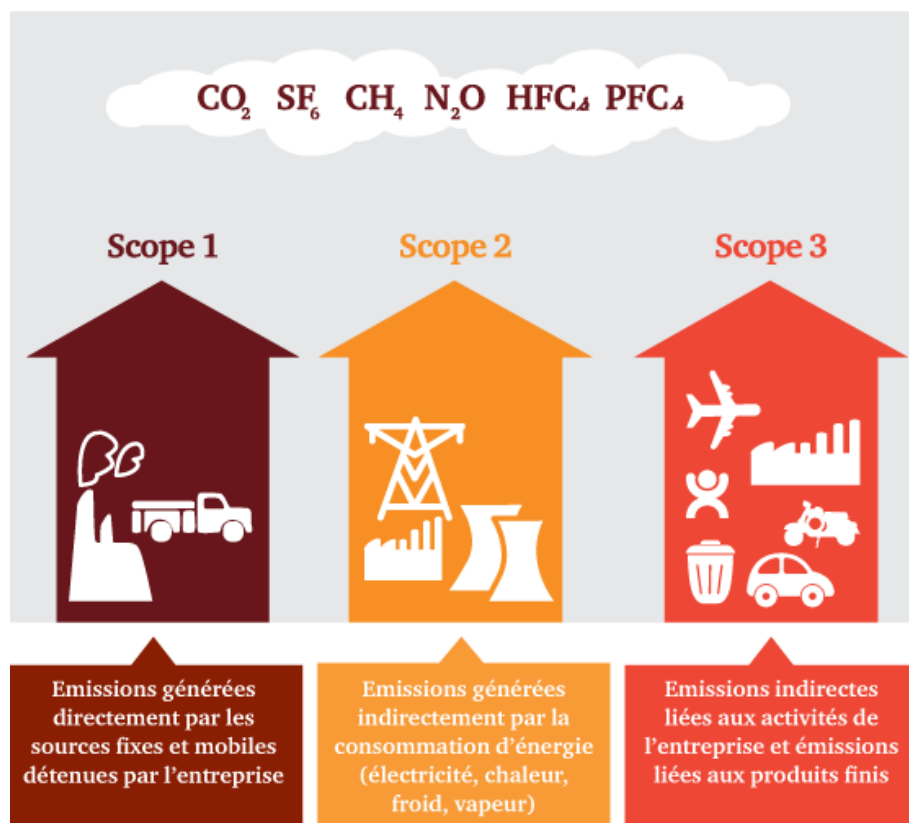
CHANGER LES HABITUDES



Le véritable enjeu de la transition écologique de votre commune et de votre école est d'amener les individus à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre d'un facteur 6. Si aujourd'hui nous émettons environ 12 Tonnes d'équivalent co2 par an, il faudrait n'en émettre que 2T en 2050. Or si en tant qu'adultes nous avons été habitués à l'abondance, à la liberté de consommer sans nous soucier des conséquences, nos enfants n'auront eux pas ce luxe.

Mais y parvenir seul, sans aide extérieure ni effort collectif serait une gageure. Les individus ne peuvent agir là dessus qu'au prix de sacrifices énormes passés les premiers gestes simples. Le but de la partie consacrée à la transformation des bâtiments revenait ainsi à s'occuper de la partie collective de la baisse des émissions. Pour le reste, il faut agir sur la manière de penser de chaque personne. Le principal objectif d'une école en transition écologique est donc d'abord de changer les mauvaises habitudes pour former une nouvelle génération adaptée à vivre dans une société bas carbone, à comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là et pourquoi c'est nécessaire.

RÉALISER LE BILAN CARBONE DE L'ÉCOLE



D'autre part, le moyen de locomotion des élèves et enseignant est lui aussi déterminant. En tant qu'utilisateur ou producteur du service rendu (le savoir), la manière dont ils se rendent à l'école est comptée dans le scope 3. Une école de grande ville n'a dès lors pas le même impact qu'une école rurale.

D'autres sources d'émissions sont à trouver dans les cantines de l'école. Origine des produits, méthode de culture, quantité d'emballage, gaspillage alimentaire et gestion des déchets sont autant de facteurs, parmi

Connaitre ses émissions carbone est un préalable indispensable à toute transition écologique dans une école. Il s'agit d'identifier les points qui créent un véritable impact écologique négatif dans leur usage. Le budget de l'école pourrait même être adossé à ce bilan de manière à identifier les dépenses les plus impactantes.

Dans le cas de l'école, deux sources d'émissions sont assez facile à identifier. D'une part il y a les dépenses d'énergie pour le chauffage, la climatisation et l'équipement électrique du bâtiment. Ce point a été évoqué comme prioritaire, d'autant qu'il est source d'économies pour la collectivité locale.

d'autres. Pour le coup, il peut être plus facile de les résoudre, à moins que la restauration ne soit assurée par un prestataire privé.

L'association Avenir Climatique, à travers son projet éduclimat, propose ainsi une séquence pédagogique complète permettant aux élèves de faire le bilan carbone de leur établissement. A travers ce travail, ils acquerront également les notions nécessaires pour réaliser le bilan carbone de leur famille et ainsi identifier les axes d'amélioration nécessaire pour que la transition bas carbone concerne aussi leur propre foyer.

SE FAIRE LABELLISER ÉCO-ÉCOLE

Si vous souhaitez inscrire votre démarche dans le cadre d'un label garantissant vos efforts, il existe deux solutions. Cela vous permettra d'obtenir une reconnaissance du chemin parcouru, une visibilité auprès des autres établissements. Par ailleurs, le bilan vous donnera l'occasion de savoir comment vous améliorer encore plus.

D'une part la fondation Teragir coordonne en France le label éco-école, déclinaison du label international eco-schools. Il s'agit d'une démarche globale basée sur 8 thématiques différentes, mais qui ne sont pas à aborder simultanément. Ces thèmes permettent d'engager enfants et personnels autour d'un projet commun de transition. Des fiches pratiques permettent ensuite d'aller de plus en plus loin. Des associations et collectivités locales sont également formées pour accompagner les établissements volontaires et les aider, leur fournir des ressources, répondre à leurs doutes et hésitations.



D'autre part le ministère de l'éducation nationale porte le label établissement en démarche de développement durable (E3D). Le label est plus axé sur les objectifs de développement durable, qui sont au coeur des objectifs poursuivis. Il n'y a par ailleurs pas d'accompagnement vraiment prévu, sinon par l'académie même, mais les budgets alloués sont faibles. La labellisation se fait en 3 niveaux qui saluent la progression de l'établissement.

Les deux labellisations sont complémentaires et pas du tout opposées. Dans la pratique, éco-école est plus exigeant – mais offre plus d'aide – que son équivalent officiel. Dans tous les cas, la démarche est néanmoins gratuite pour les établissements et convient pour accompagner le chemin vers une école verte. Cela signifie par contre que c'est la commune ou l'intercommunalité qui va devoir contractualiser avec l'association en charge du suivi local de votre école pour subventionner leurs interventions. Comptez de 5000 à 10 000 € pour un tel accompagnement, en fonction de vos besoins, notamment en animation en classe. Mais si elle le désire, la collectivité peut devenir elle-même relais local de éco-école, c'est ce que propose l'Eurométropole de Strasbourg par exemple. Une centaines de structures spécialisées dans l'éducation à l'environnement proposent de tels suivis un peu partout en France.

FOURNIR LA CANTINE EN PRODUITS DURABLES

La restauration collective est un axe d'amélioration évident et fort de votre établissement scolaire. Si elle est gérée par un prestataire, c'est dans les clauses techniques du marché public que cela se joue. Si elle est en régie, c'est donc la commune qui change ça directement, mais ce n'est pas forcément plus simple.

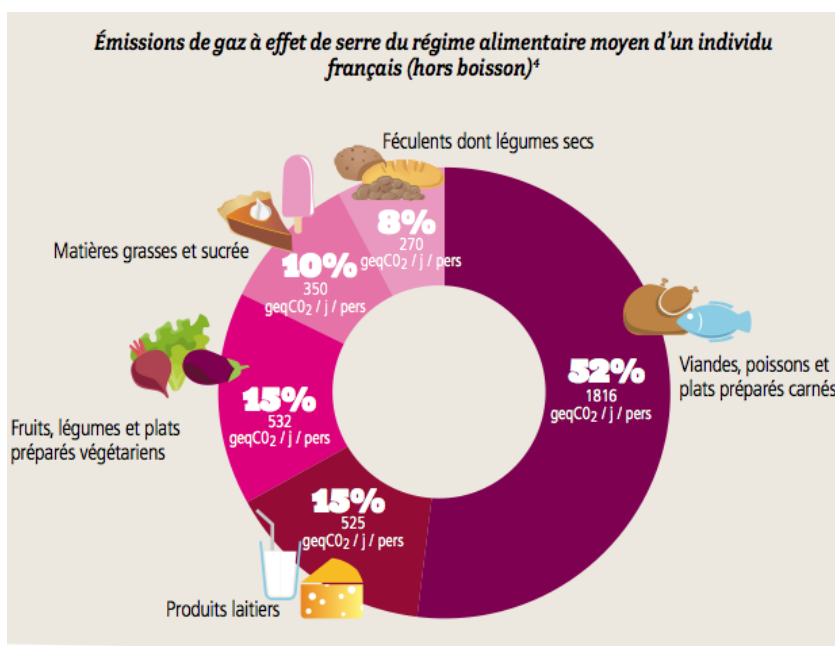
Les choses changent énormément en la matière ces dernières années. Mais sur le plan strictement climatique de la réduction du bilan carbone, seul le type d'aliment a un réel impact. Le transport, l'emballage, la manière de produire, la transformation ont un impact carbone relativement faible. D'un point de vue plus large, ces autres facteurs jouent aussi évidemment dans la protection environnementale.

Une école en transition est donc une école dont la cantine est essentiellement végétarienne. Même une viande locale, dans une ferme bio, sera climatiquement pire que des légumes surgelés qui ont poussé sous une serre chauffée à l'autre bout du monde.

Le choix d'une production locale relève d'une logique de résilience alimentaire. Ce en quoi nous encourageons vivement les communes évidemment. Soutenir la transition des producteurs locaux vers un modèle moins dépendant des intrants et du pétrole est un gage d'autonomie pour votre territoire. Plus encore, en protégeant la biodiversité, ces fermes pourraient également vous aider à atténuer les effets du changement climatique tout en dynamisant l'économie locale.

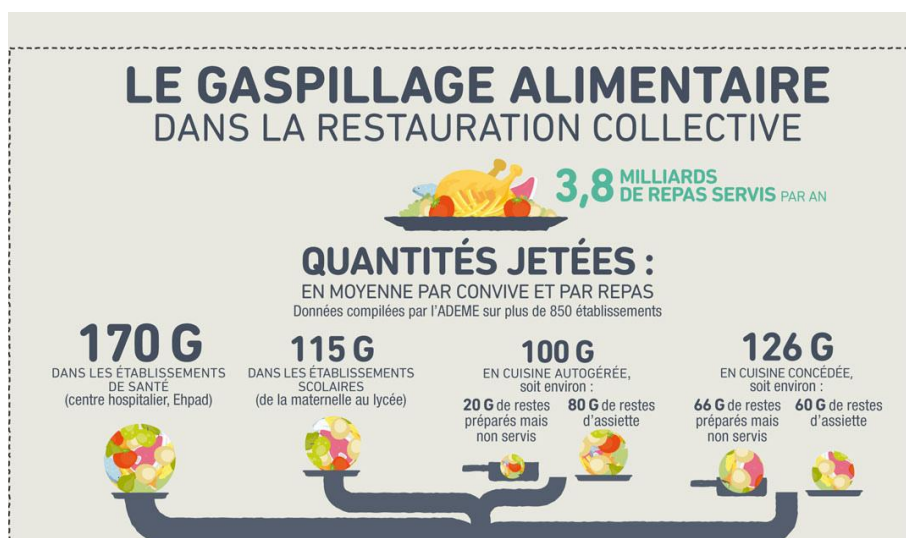
Néanmoins, privilégier des produits locaux et sans emballage permet aussi de changer les habitudes de consommation à la maison, voire de lutter contre l'obésité des enfants, qui auront accès à de meilleurs produits et seront ainsi mieux nourris.

Enfin, la réduction des produits carnés dans l'alimentation permet de compenser les prix supérieurs des denrées issues de l'agriculture biologique tout en prouvant que ça n'affaiblit pas les enfants.



LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

La lutte contre le gaspillage alimentaire est une autre source considérable de réduction du bilan carbone. Chaque année, ce sont plusieurs tonnes de nourritures qui sont jetées dans toutes les cantines, même de petite taille, alors qu'il existe de vraies solutions pour éviter cela.



Outre la honte de jeter de la nourriture qui aurait encore pu être consommée, il y a d'autres raisons d'agir là dessus. D'une part, ces produits ont été produits, emballés, transportés, réfrigérés. Toutes ces étapes ont donc nécessité du travail et de l'énergie, c'est un gaspillage énergétique d'autant plus dommage alors que nous devons réduire notre consommation pour limiter notre impact. C'est aussi une source de dépenses injustifiées pour la cantine, qui a non seulement acheté des produits en vain, a payé des agents pour les cuisiner, mais peut voir sa facture de collectes de déchets augmenter également. Cet argent aurait pu servir à acheter des produits de meilleure qualité ou à baisser le prix de la cantine.

La lutte contre le gaspillage alimentaire suppose donc de revoir complètement l'organisation de la cantine, et de mettre en place des règles qui vont accompagner ces changements et faciliter leur prise en compte par les élèves.

Par exemple, le collège de Vandoeuvre-les-Nancy a reconfiguré ses locaux pour que le dessert ne soit pas accessible directement. Les élèves doivent d'abord poser leur plateau, puis finir leur entrée et repas, avant de pouvoir accéder à la salle où sont les desserts et le rab. Les desserts sont d'ailleurs proposés en vrac, pour que seule la quantité juste soit prise.

Pour le pain, il est coupé en tranches au lieu d'être proposé sous forme de petits pains, et le pain jeté est gardé dans un bac transparent pour montrer le problème du gaspillage.

Il ne faut pas hésiter non plus à proposer aux élèves de choisir entre petite et grande ration sans que ce soit une question de prix.

Enfin, meilleurs sont les produits et les plats, plus ils sont consommés ! D'autant plus si vous luttez dans le même temps contre les goûters industriels !

INTERDIRE LES GOÛTERS TRANSFORMÉS

Le goûter représente à la fois un enjeu sanitaire et environnemental. Dans les écoles, la plupart des enfants consomment pourtant des goûters transformés, que ce soit par commodité ou à cause du marketing et de la dépendance au sucre.

Il n'y a pas vraiment de solution légale pour en interdire la consommation, à moins que votre école ne soit dotée d'un distributeur de cochonneries sucrées, auquel cas sa suppression sera un pas dans la bonne direction. Tout doit reposer sur la pédagogie, la démonstration des méfaits de ces produits ou des bienfaits de leurs alternatives.

A la place, les enfants ramènent des fruits ou des biscuits en vrac. L'important est de leur faire comprendre l'impact des déchets plastique sur l'environnement, ce que le service environnement peut réaliser à travers une animation dédiée. Dans un second temps, un travail sur le sucre et les qualités nutritionnelles comparées des fruits et produits transformés pourraient être réalisés. Ça ne rentre pas vraiment dans le bilan carbone de l'établissement, mais ces produits jouent clairement sur l'empreinte carbone individuelle, et c'est l'occasion de l'inculquer à des enfants qui vont connaître une baisse de 75% de leur empreinte écologique au cours de leur existence.

N'oubliez pas de travailler en même temps sur la saisonnalité et l'origine géographique des fruits consommés !

Une autre dérive constatée est celle des petits déjeuners fournis par la commune. Cette initiative part d'une bonne intention, et lutte efficacement contre la précarité alimentaire dans certains territoires. Malheureusement, c'est là encore l'occasion de voir des produits transformés (briquettes de chocolat, jus de fruit trop sucré, céréales transformées) distribués aux enfants, qui s'y habituent et y prennent goût. Une politique qui aboutit au résultat inverse de celui espéré en somme.

De même, vous pourriez en profiter pour inciter au passage des gourdes plutôt que des bouteilles plastiques, et installer des fontaines à eau dans les couloirs pour faciliter cet abandon.

Alors qu'un enfant sur cinq est en surcharge pondérale en cm², cette interdiction présenterait ainsi un atout sanitaire supplémentaire. Surtout si dans le même temps un effort qualitatif est porté sur la cantine.



PRIVILÉGIER LES FOURNITURES DURABLES



Chaque année, c'est la même farce qui se répète. Les hypermarchés envoient des catalogues avec les fournitures scolaires, mettant en avant des produits médiocres à l'effigie des héros du moment. Des stylos et trousse qui, à l'instar de bibelots, seront jetés une fois leur attrait passé en fin d'année, et participeront à l'entretien du tas de déchet des ménages français.

Pourtant, à travers la caisse des écoles, les communes ont la capacité de distribuer des fournitures scolaires aux élèves. Cela peut se faire avec une prise en charge complète ou partielle des frais, considérant que l'achat de fourniture en gros permet des économies d'échelle. De la sorte, les parents qui choisiront le matériel public auront une facture moins élevée à la rentrée. Les ménages les plus modestes pourront alors consacrer l'allocation scolaire à des dépenses plus importantes pour la réussite de leur progéniture.

Le collectif profs en transition propose en outre une méthodologie pour se questionner, entre professeurs, élèves et parents, sur les besoins réels en matériel. D'autres se questionnent sur la pédagogie sans cartable, où le matériel reste en classe.

Privilégier une telle approche présente de nombreux avantages. Déjà, c'est une manière de résister à l'obsolescence programmée du matériel. Ensuite, c'est un marqueur fort d'égalité sociale, puisque tous les élèves ont le même matériel et ne se distinguent donc plus. C'est presque comme le port de la blouse. Enfin, à travers son marché public, la commune peut privilégier du matériel solide, disposant de labels environnementaux et sociaux fiables.

Il serait même possible d'envisager carrément une bourse du matériel scolaire pour éviter qu'il ne soit jeté en fin d'année, comme cela se voit trop souvent.

METTRE EN PLACE UN UNIFORME

C'est un sujet qui peut être polémique, tant il fait croire à un retour à l'ancienne école républicaine stricte et déshumanisée. Il y a pourtant des vertus pédagogiques certaines dans la question de la tenue vestimentaire pour l'école. Tout comme les fournitures, la tenue est un marqueur social fort pouvant nuire à la mixité des élèves. L'hypersexualisation que l'on peut voir dans le secondaire est un autre souci qui peut être diminué par ce biais.

Mais surtout, c'est une occasion formidable de travailler sur l'impact de la mode sur la planète. L'ONG France Nature Environnement a ainsi calculé que nous achetons en moyenne 40 pièces textiles – soit environ 10kg – chaque année. Cela représente une empreinte carbone moyenne de 800kg de CO₂ par personne. Le sujet de l'uniforme pose donc aussi la question de comment s'habiller durablement.

A cet effet, elle propose des animations pour travailler le sujet en classe. Mais avec les ateliers que nous vous suggérons plus tôt, vous pourriez également faire travailler les enfants sur les enjeux et méthodes de confection de tenues contenant des matières locales (lin, chanvre, laine), qui permettraient à la fois de structurer des filières locales vertueuses et de redynamiser l'économie, tout en baissant leur impact environnemental. A la suite de quoi les élèves devront travailler sur la question de la réparation de ces vêtements.

A l'occasion d'une kermesse de fin d'année, cela pourrait par exemple se concrétiser par une exposition de vêtements conçus par les enfants, un défilé de mode durable, un atelier de réparation, des stands pédagogiques sur la filière éco-textile ou la production locale de fibre textile, etc.

LES IMPACTS NÉGATIFS DE L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT



RENDRE ZÉRO DÉCHET LES MANIFESTATIONS

Les fêtes de fin d'année peuvent également être envisagées sous l'angle environnemental. Ce serait dommage de ne pas en profiter pour changer l'organisation.

Décoration issue du recyclage ou d'une ressourcerie, matériel mutualisé, nourriture récupérée ou achetée en vrac/consigne sont autant d'éléments indispensables pour un événement avec un faible impact climatique. De la même manière, il faudra éviter la viande, la communication papier, les cadeaux inutiles et privilégier une mobilité durable.

Pour aller plus loin, ces kermesses et autres événements sont l'occasion de toucher directement les parents. Leur enfant leur aura certes déjà parlé de la manière dont son école s'est transformé. Mais là, c'est d'eux même qu'ils verront la transition écologique en action dans le cadre scolaire. C'est donc un moment privilégié pour mettre en place des animations qui peuvent directement toucher les parents et les amener à envisager les choses différemment.

La première année, parlez leur des déchets. La deuxième année, et si vous abordez la question du textile (800kg de co2 par français chaque année) ? Et à la troisième kermesse, ce sera peut être le tour des usages numériques. Avec les 5 années de la primaire, il y a de quoi construire des cycles de transmission complet pour éduquer aussi les familles.



Les spectacles de fin d'année pourraient être remplacés par la mise en avant de travaux portant sur la transition écologique de l'école réalisés par les élèves. Partager les mérites individuels et les réalisations collectives permettra une transmission efficace et plus percutante des bonnes mesures.

Car la kermesse, c'est aussi le moment privilégié où les parents d'élève se rencontrent, confrontent leurs points de vue, discutent de l'organisation des cours, voire rencontrent des agents communaux qui se doivent de devenir ambassadeurs de la transition. Il faut donc que tout soit compatible avec la démarche communale, mais donne également envie aux familles d'imiter les bonnes idées ainsi démontrées.

Idéalement, à la fin de la manifestation, il ne devrait pas y avoir de déchets à mettre à la poubelle, ce serait là un bel indicateur de réussite pour toute l'école !

INTENSIFIER LES USAGES

Les écoles ne sont pas des bâtiments comme les autres. En ville, ce sont les bâtiments publics les plus répandus. Ils sont un centre de gravité de chaque quartier. Cela signifie que, normalement, vous avez une école à moins d'un kilomètre de chez vous.

Or, un établissement scolaire devenu école en transition en suivant les préconisations de ce guide a des caractéristiques particulières. C'est un lieu agréable en été comme en hiver, verdoyant, sain, facilement accessible. Un endroit où il fait bon se rendre et passer du temps. Les écoles sont de ce fait des lieux sociaux par excellence.

Dans une perspective de transition, il faut aussi envisager la multiplicité des usages d'un même lieu. Comme l'évoque Sylvain Grisot dans son manifeste pour un urbanisme circulaire, une cantine du Crous peut ainsi se transformer en espace de coworking le reste du temps.

Dès lors, hors temps d'activité scolaire ou extrascolaire, qu'est-ce qui justifie qu'une école reste inutilisée ? En été, pendant les fortes chaleurs, les cours seraient des parcs idéaux pour les personnes en manque de fraîcheur. Les weekends et en soirée, les salles pourraient servir à des activités associatives ou sportives. Et pourquoi ne pas envisager carrément d'en faire de véritables lieux de socialisation avec un bar, une piste de danse, etc.

Accomplir la transition écologique demande aussi de travailler sur la cohésion de la population. Faciliter l'émergence de nouveaux lieux de rencontre et de socialisation en fait partie, et ce serait dommage de construire des lieux dédiés, alors qu'il en existe déjà dans chaque quartier. n'oublions pas que la construction neuve est, d'après l'Ademe, 80 fois plus consommatrices de ressources que la rénovation. Il apparaît alors plus simple d'adapter des locaux déjà existants pour les

rendre polyvalents, capable de recevoir diverses activités et des publics différents, sans pour autant perturber l'exercice des activités normales. Il vaut alors mieux recycler une friche urbaine pour votre école en transition plutôt que de bâtir un édifice moderne.



AUGMENTER LE CONFORT DES ENFANTS



Ce dernier point pourrait sembler anecdotique et présenter peu de rapport avec les changements nécessaires à la mise en oeuvre de la transition écologique dans votre établissement.

Pourtant, alors même que les habitudes des parents et des enfants pourraient changer radicalement, et qu'ils pourraient être perturbés par les travaux qui vont se dérouler dans les bâtiments, un travail sur leur confort paraît d'autant plus pertinent et nécessaire.

Le premier point sur lequel travailler est celui de l'éclairage des locaux. Outre la question de la consommation d'énergie pour les ampoules, mais aussi de la régulation de la température pour les fenêtres, cela a un impact sur la concentration des enfants. Une classe éclairée par la lumière du jour permettra aux élèves de rester alertes et impliqués dans leur travail, comme les adultes d'ailleurs.

Le second point de vigilance portera sur la gestion du bruit dans les établissements. Entre la circulation des voitures, les chantiers extérieurs, la sonnerie stridente, les conversations, le bruit est partout. Une étude menée en 2009 en Ile de France dans 20 lycées a montré que 1 élève sur 2 était soumis au cours de leur journée au lycée à une dose de bruit $>$ à 80 dB(A). or le bruit gêne la concentration et l'apprentissage, peut provoquer de l'isolement, de la fatigue et des attitudes agressives. Pour y remédier, il faudrait améliorer l'acoustique des salles lors de leur rénovation, notamment via les murs. La mise en place de double ou triple vitrage aura un double effet supplémentaire sur la régulation thermique et sonore.

Enfin, la problématique du poids des cartables est un autre sujet sur lequel vous ne pourrez pas faire l'impasse. Outre l'impact sanitaire sur les enfants, c'est aussi une justification des déplacements motorisés. En mettant en place des casiers individuels, les élèves pourront n'emporter chez eux que le strict nécessaire, de sorte que le recours à la marche ou au vélo sera facilité. C'est d'autant plus nécessaire que la transition écologique de votre école n'est pas compatible avec l'usage de tablettes pour remplacer les cahiers, puisque ces appareils ont un impact carbone encore pire et une durabilité moindre que les cahiers qu'ils remplacent.

SOUTENIR LES PRATIQUES SPORTIVES VERTUEUSES

Les pratiques sportives ont encore très largement échappé au mouvement de la réduction de l'empreinte écologique. Il faut dire que les déplacements internationaux des professionnels se rendant en tournoi, les stades énergivores que le Qatar construit pour la prochaine coupe du monde ou encore les montagnes de déchets produits après la plupart des tournois et des matchs ne plaident pas en faveur d'une prise de conscience du secteur, bien que quelques pionniers semblent déjà apparaître ici et là.

Pour autant, si vous souhaitez réduire l'impact de votre école, vous devez aussi envisager celui des pratiques sportives, étroitement liées à l'éducation des enfants. Heureusement, pour donner des idées et inspirer les clubs sportifs, le ministère de la jeunesse et du sport a sorti en 2016 son Guide pratique pour une gestion éco-responsable des établissements sportifs. Ce guide fort bien fait et exhaustif propose des mesures fortes mais pas forcément compliquées, qui peuvent inspirer la démarche des équipements sportifs scolaires ainsi que la politique dédiée de la municipalité. Il n'y a rien de neuf par rapport à ce que propose ce guide, mais tout est vraiment pensé pour s'appliquer au domaine du sport. Il pourrait être pertinent pour la commune de s'en servir pour dégager des axes d'amélioration que les clubs devraient mettre en oeuvre pour recevoir l'intégralité de leur subvention.

Le ministère du sport a aussi développé un réseau national des sports de nature qui pourra vous apporter une expertise et un soutien pour développer des pratiques sportives plus respectueuses de l'environnement. Car si ces pratiques sont paradoxalement plus impactées par les bouleversements écologiques en cours, ils ont un impact bien moindre puisque ne reposant pas sur des infrastructures coûteuses et artificielles, tandis qu'au contraire ils rapprochent les pratiquants de la nature, leur apprennent à la respecter, à apprécier sa proximité, voire à vouloir s'impliquer dans sa préservation.

Car le sport dans le cadre de la transition écologique implique aussi de remettre en cause les sports qu'il ne sera plus possible, voire responsable, de pratiquer. Les sports motorisés aggravent le changement climatique, tandis que les sports de neige sont voués à disparaître et dépendent de solutions techniques écologiquement nuisibles.

De même, si une compétition suppose des déplacements lointains, peut-être n'est-ce pas adapté à votre démarche. Des compétitions locales, accessibles en vélo, renforceraient la communauté locale sans contraindre à polluer. Le critère du climat dans le soutien aux pratiques sportives peut prendre diverses dimensions.

ACCOMPAGNER LES EFFORTS DE L'ÉCOLE

L'essentiel des efforts va reposer sur le service scolaire de la municipalité, voire de manière indirecte sur l'équipe enseignante. Pour autant, le reste de la collectivité peut participer à son tour à la transition écologique des établissements scolaires locaux.

- Le service commande publique devrait ainsi réorienter ses commandes vers une logique incluant des critères sociaux et environnementaux. Comme nous le disions dans la section correspondante, cela est évidemment à appliquer en priorité pour l'approvisionnement de la cantine. Mais cela peut également concerner l'achat de matériel. Par exemple, si les tables sont en bois (plus durable que les tables en plastique), le bois est-il issu d'une forêt gérée durablement ou issu du recyclage ? Si des produits sont importés, quelles sont les conditions de travail des salariés, sont-ils correctement payés par exemple ? Cela passera par une note supplémentaire, la vérification des labels et certificats de conformité des fournisseurs, ainsi que la politique développement durable des prestataires.
- Le service technique sera mobilisé pour collecter les données permettant d'identifier des problèmes dans vos écoles, et pourra suggérer les indicateurs adéquats. Il devra savoir être pédagogue pour que l'importance de ces indicateurs puissent être bien retranscrite.
- Le service finances pourrait accepter les paiements en monnaie locale pour la cantine, les activités périscolaires, et tout ce qui nécessite un paiement. De la sorte, ils participeraient à la circulation locale de la monnaie en garantissant sa réinjection dans des activités locales.
- Le service des ressources humaines pourrait proposer des formations supplémentaires aux agents en poste dans les écoles : usage de produits écologiques, protection de l'air intérieur pour les agents d'entretien, gestion durable des espaces verts pour les jardiniers, lutte contre le gaspillage alimentaire et compostage pour les agents de cuisine.
- La police municipale pourrait également être mobilisée pour accompagner l'apprentissage des déplacements en vélo, enseigner les fondamentaux du code de la route.
- Le service communication, au-delà de ses fonctions de restitution de l'actualité municipale, pourra être mis à contribution pour élaborer des dossiers spéciaux sur les différentes étapes de la transition écologique scolaire. En effet, tant par les politiques du bâti, de l'éducation ou de l'accompagnement, la démarche a un objectif global. La transition écologique de vos écoles permet de donner de bonnes habitudes aux enfants, mais aussi par répercussion aux parents, voire aux autres habitant-e-s. C'est eux qui sont ciblés par cette communication dédiée aux écocitoyens qu'il est facile de reproduire chez soi et qui peuvent présenter un gain aussi bien financier et environnemental que sanitaire.

Cette implication de tous les agents communaux est d'autant plus importante que la commune a un devoir d'exemplarité en matière de transition écologique. En effet, les services publics contribuent à environ 10% à l'empreinte carbone française, et doivent donc initier la réduction des émissions de CO₂ mais aussi la mise en œuvre de gestes écocitoyens.

METTRE EN PLACE UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE

Pour lutter contre l'image autoritaire qui colle trop souvent à la peau des démarches écologistes, sous prétexte qu'elles empêchent de faire n'importe quoi, il importe de mettre en place une démarche participative pour accompagner la mise en oeuvre de ces changements. Voici quelques conseils pour aller dans ce sens.

- Nommer un-e référent-e transition écologique au sein du service éducation, distinct du chargé de mission transition écologique si vous en avez un. De la sorte, il pourra informer directement les partenaires, agents et parents sur la démarche en cours. Nul besoin qu'il soit spécialiste du sujet, mais plutôt motivé-e par le sujet. Il pourrait d'ailleurs être utile de faire évoluer sa fiche de poste pour intégrer cette évolution de poste.
- Mettre en place un comité de pilotage réunissant cet agent, un-e délégué-e des directeur-ice-s des écoles et accueils de loisir / périscolaires du territoire, les adjoint-e-s en charge de l'éducation et de la démocratie participative, voire un-e vice président-e de l'intercommunalité et un-e représentant-e des parents d'élève (ou plus si plusieurs associations sont représentées), voire des représentant-e-s d'associations sportives si la réflexion s'étend jusque là.
- Procéder à l'élection d'éco-délégué-e-s parmi les élèves au moins chez les CM1/CM2 pour que les élèves disposent de relais et de pairs pouvant approfondir le sujet pour s'en faire l'écho auprès de leurs camarades.
- Proposer des ateliers d'intelligence collective aux différentes parties prenantes des établissements scolaires de manière à recueillir l'expertise d'usage et ainsi améliorer les transformations dans le bâti et les pratiques. Ce peut être ainsi l'occasion de concilier cour d'école dégenrée et besoins récréatifs des enfants.
- Établir un diagnostic partagé à travers le témoignage, les retours et constats des personnes qui ont participé à ces ateliers. Ces avis, objectifs ou subjectifs, seront précieux pour définir des indicateurs susceptibles de représenter l'avancée de la démarche, l'atteinte des objectifs fixés et in fine la réduction de l'empreinte environnementale et carbone de vos établissements scolaires.
- Dans le même ordre d'idée, et en vue d'ateliers participatifs à l'échelle de la commune, des parents volontaires peuvent être initiés aux finances publiques pour réfléchir au fonctionnement budgétaire des écoles et à comment la transition écologique s'insère dans les budgets de fonctionnement et d'investissement. De même, certaines idées peuvent donner lieu à départage au sein d'un budget participatif dédié à l'aménagement des écoles.
- Célébrez les avancées et progrès individuels lors des manifestations scolaires, notamment la fête de fin d'année, de manière à ce que chacun puisse se les approprier et s'en faire l'écho auprès du reste de la population.

CONCLUSION

Tout comme l'apprentissage des fondamentaux scolaires nécessite de longues années de pratique, de répétition et d'entraînement, la transition écologique ne se fera pas en un claquement de doigts. Cette démarche ambitieuse mais indispensable est un marathon pour la commune, l'école, les parents d'élèves et les enseignant-e-s. Ne serait-ce que pour la rénovation de vos bâtiments et le réaménagement de la cour, il faudra compter deux ou trois ans minimum entre le début de la réflexion et la fin des travaux. Sans compter que le budget nécessaire sera mobilisé au détriments d'autres aménagements qui pourraient eux aussi servir les objectifs de la transition écologique. De même, la mise en oeuvre des différents ateliers d'éducation à l'environnement dépendra de l'évolution de la transition écologique de la commune toute entière, puisque les deux sont étroitement liés. Enfin, les conseils pour changer les habitudes des enfants vont prendre du temps, car reposent sur un changement de paradigme, une nouvelle manière de concevoir le monde qui pourra se heurter non seulement à l'incompréhension des parents, mais aussi à l'hostilité de partenaires institutionnels qui se sentiraient menacés - à tort ou à raison - par la réforme proposée.

C'est pourquoi vous devez miser à la fois sur une implication large, une information en amont et une gouvernance partagée du processus. Poste de dépense majeur des communes, l'école sera le véritable laboratoire de la transition écologique de la cité. Qu'elle échoue, soit par rejet des participants soit par manque de préparation ou de soutien des élus, et c'est la transformation de votre territoire vers un modèle de fonctionnement plus durable qui sera remis en cause.

Cette brochure donne des conseils, pointe les sujets qui posent question sur le plan climatique et propose des solutions pour y remédier. Pour autant, elle n'est pas applicable telle quelle, comme une bible, puisqu'elle ignore le contexte local, les contraintes budgétaires de l'administration locale, les rapports de force, la vision à long terme des élu-e-s. Vous pouvez vous en servir pour trouver des idées ou l'inspiration durant la réflexion, mais guère plus. Le reste dépend de vous, de votre volonté à réduire l'impact carbone des établissements scolaires, à les rendre capable de surmonter les crises systémiques prévisibles et de votre capacité à convaincre de l'urgence d'y remédier par des solutions locales, simples, accessibles à tou-te-s.

Nonobstant, ce guide pourrait, moyennant quelques ajustements, être utilisable dans d'autres contextes. Ses principes et modèles sont transposables pour des entreprises ou d'autres administrations.

RÉFÉRENCES

Rapports et guides pratiques

- Ademe (2020) : la rénovation énergétique et environnementale des bâtiments tertiaires
- Ademe (2019) : Demain mon territoire, idées et actions pour agir
- Association Bilan Carbone (2020) ; réussir sa transition bas carbone
- Carbone4 (2020) : NZI - un référentiel pour une neutralité carbone collective
- Eco-Ecole : Agir pour le climat à l'école, au collège et au lycée, guide à destination des établissements scolaires.
- Edith Maruéjols (2014) : Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe (thèse de doctorat)
- FNCCR (2016) : événements, lieux publics, la solution des toilettes sèches
- GNIS (2017) : TAP - Guide pratique pour bâtir des activités de jardinage
- Ministère de la Culture (2019) : Livre, lecture et environnement - une histoire à poursuivre; actes de rencontre.
- Ministère de la TES (2019) : Pour une meilleure qualité de l'air dans les lieux accueillant des enfants et adolescents
- Ministère de la VJS (2016) : Guide pratique pour une gestion écoresponsable des équipements sportifs
- Nicolas Falempin (2020) : Ma Commune en transition écologique, Solutions Locales, 52p.
- OFGPL (2019) : Cap sur ... les coûts locaux de l'éducation, enseignement et périscolaire
- Sylvain Grisot (2020), Manifeste pour un urbanisme circulaire, dixit.net
- The Shift Project (2020) : Guide pour une mobilité quotidienne bas carbone dans les zones de moyenne densité

Ressources web, animations

- Retours d'expériences, guides pratiques sur la transition : <https://www.cerema.fr>
- Séquences pédagogiques sur les enjeux climatiques : <https://www.educlimat.fr>
- Retours d'expérience d'enseignants déjà engagés dans la transition de leur école : <https://www.profsentransition.com>
- Diverses ressources sur la protection de l'environnement pour les enfants : <https://www.fne.asso.fr>
- Labellisation de son école dans les objectifs de développement durable : <https://www.eco-ecole.org>

Et toujours plus d'articles, de guides méthodologiques, de synthèses de rapport sur <https://www.solutionslocales.fr>

POSTFACE

J'ai créé Solutions Locales en 2019, après avoir pris conscience du sentiment d'impuissance des communes quant à la transition écologique. Un sentiment renforcé par la profusion d'appels à la transition écologique et de rapports techniques sur des points très précis, sans qu'il n'existe réellement de guide méthodologique pour éclaircir les enjeux et leviers réels de cette transition.



Or, ce ne sont pas les pouvoirs qui manquent aux maires, mais bien plutôt la liberté d'imaginer un futur souhaitable. Pour y parvenir, les villes ont besoin d'inspiration, de méthode, d'exemples concrets. Solutions Locales répond à ce triple besoin.

ALLER PLUS LOIN

A la lecture de ce guide, vous vous demandez peut-être encore comment agir concrètement sur votre territoire, en tant qu'élue local-e ou qu'association ? **Solutions Locales peut vous aider à y voir plus clair. Nous pouvons vous proposer**

- Des formations sur les enjeux et leviers de la transition écologique locale, avec mise en pratique adaptée à votre territoire
- Des animations pour faire réfléchir élu-e-s, partenaires et habitant-e-s : table ronde, world café, conférence gesticulée, serious game.
- Un accompagnement méthodologique sur votre démarche de mobilisation autour de la transition écologique locale.
- Une veille sur l'actualité de la transition écologique



@Solutionslocales2025



@SolutionLocal



bonjour@solutionslocales.fr